

F. 97 — 1764

[S - C - 97/2083]

8 AOUT 1997. — Arrêté royal modifiant la loi du 3 juillet 1967 sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail, des accidents survenus sur le chemin du travail et des maladies professionnelles dans le secteur public en application de l'article 3, § 1^{er}, 4^e, de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne

Sire,

Le projet d'arrêté royal que j'ai l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté, est une des mesures prises en exécution de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne, et plus précisément de son article 3, § 1^{er}, 4^e, qui permet au Roi de prendre des mesures pour garantir l'équilibre de la sécurité sociale. Il est pris en parallèle avec l'arrêté royal du 16 décembre 1996 qui a modifié la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail pour le secteur privé, qui a prévu des mesures similaires à l'égard de certaines rentes payées dans le secteur privé.

Depuis la loi du 30 mars 1994 portant des dispositions sociales, l'indemnisation des incapacités de travail inférieures à 10 % réglées à partir du 1^{er} janvier 1994 s'effectue sous forme d'une rente annuelle non indexée.

Dans le prolongement de la notion de petites incapacités permanentes de travail au niveau européen, voire international, il est proposé d'étendre ce système aux incapacités de travail de 10 % à moins de 16 %.

Une rente sera versée, non indexée. Le tiers en capital de la valeur de la rente ne sera plus accordé.

Le projet d'arrêté a été adapté aux observations du Conseil d'Etat, notamment quant à la date d'entrée en vigueur.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
le très respectueux
et très fidèle serviteur,

Le Ministre de la Fonction publique,
A. FLAHAUT

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, première chambre des vacations, saisi par le Ministre de la Fonction publique, le 22 juillet 1997, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "modifiant la loi du 3 juillet 1967 sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail, des accidents survenus sur le chemin du travail et des maladies professionnelles dans le secteur public en application de l'article 3, § 1^{er}, 4^e, de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne", a donné le 24 juillet 1996 l'avis suivant :

Conformément à l'article 84, alinéa 1^{er}, 2^e, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, remplacé par la loi du 4 août 1996, la demande d'avis doit indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

En l'occurrence, la demande d'urgence est motivée par :

"le fait que l'arrêté royal doit entrer en vigueur le 1^{er} mai 1997 en vue de prendre les mesures nécessaires visant à garantir l'équilibre financier du régime de sécurité sociale".

Eu égard au bref délai qui lui est imparti pour donner son avis, le Conseil d'Etat a dû se limiter à formuler les observations suivantes.

N. 97 — 1764

[S - C - 97/2083]

8 AUGUSTUS 1997. — Koninklijk besluit tot wijziging van de wet van 3 juli 1967 betreffende de schadevergoeding voor arbeidsongevallen, voor ongevallen op de weg naar en van het werk en voor beroepsziekten in de overheidssector in toepassing van artikel 3, § 1, 4^e, van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie

Sire,

Het ontwerp van koninklijk besluit dat ik de eer heb aan Uwe Majesteit voor te leggen is één van de maatregelen ter uitvoering van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie, en meer bepaald van artikel 3, § 1, 4^e ervan, dat de Koning in de mogelijkheid stelt maatregelen te nemen om het evenwicht in de sociale zekerheid te verzekeren. Het wordt genomen parallel met het koninklijk besluit van 16 december 1996 dat de wet van 10 april 1971 betreffende de arbeidsongevallen voor de privésector gewijzigd heeft, die gelijkaardige maatregelen voorzien heeft ten opzichte van sommige renten die in de privé-sector uitbetaald worden.

Sedert de wet van 30 maart 1994 houdende sociale bepalingen, gebeurt de vergoeding van de arbeidsongeschiktheden van minder dan 10 % die vanaf 1 januari 1994 werden geregeld, in de vorm van een niet-geïndexeerde jaarlijkse rente.

In de lijn van wat men op Europees en zelfs op internationaal vlak verstaat onder kleine blijvende arbeidsongeschiktheden, wordt een uitbreiding van dit systeem tot de arbeidsongeschiktheden van 10 % tot minder dan 16 % voorgesteld.

Een niet-geïndexeerde rente zal uitbetaald worden. Het derde van de waarde van de rente zal niet meer in kapitaal worden uitgekeerd.

Het ontwerpbesluit werd aan de opmerkingen van de Raad van State aangepast, met name wat de datum van inwerkingtreding betreft.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaar,

De Minister van Ambtenarenzaken,
A. FLAHAUT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, eerste vakantiekamer, op 22 juli 1997 door de Minister van Ambtenarenzaken verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van de wet van 3 juli 1967 betreffende de schadevergoeding voor arbeidsongevallen, voor ongevallen op de weg naar en van het werk en voor beroepsziekten in de overheidssector in toepassing van artikel 3, § 1, 4^e, van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische Monetaire Unie", heeft op 24 juli 1997 het volgend advies gegeven :

Volgens artikel 84, eerste lid, 2^e, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, vervangen bij de wet van 4 augustus 1996, moeten in de adviesaanvraag de redenen worden opgegeven tot staving van het spoedeisend karakter ervan.

In het onderhavige geval wordt het verzoek om spoedbehandeling gemotiveerd door :

"le fait que l'arrêté royal doit entrer en vigueur le 1^{er} mai 1997 en vue de prendre les mesures nécessaires visant à garantir l'équilibre financier du régime de sécurité sociale".

Gelet op de korte termijn welke hem voor het geven van zijn advies wordt toegemeten, heeft de Raad van State zich moeten bepalen tot het maken van de hiernavolgende opmerkingen.

PORTEE ET FONDEMENT LEGAL DU PROJET

1. Selon l'article 12, § 1^{er}, alinéa 2 de la loi du 3 juillet 1967 sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail, des accidents survenus sur le chemin du travail et des maladies professionnelles dans le secteur public, la faculté de convertir un tiers de la valeur de la rente en capital, que prévoit l'alinéa 1^{er} de cet article 12, § 1^{er}, n'est pas applicable lorsque le degré de l'invalidité permanente n'atteint pas 10 p.c. L'article 13, alinéa 2, de la même loi dispose que l'indexation des rentes conformément à l'alinéa 1^{er} de cet article n'est pas applicable lorsque l'invalidité permanente n'atteint pas 10 p.c.

Le projet d'arrêté soumis pour a pour objet de porter à 16 p.c. le pourcentage de 10 p.c. mentionné par les articles 12 et 13 précités.

2. Selon l'intitulé et le préambule du projet, le fondement légal des dispositions en projet doit se rechercher à l'article 3, § 1^{er}, 4°, de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne.

En vertu de cette disposition, "le Roi peut prendre des mesures pour ... garantir l'équilibre financier des régimes de sécurité sociale".

Dès lors que les dispositions en projet se traduiront, dans la pratique, par une réduction des dépenses, il est permis de présumer qu'elles tiennent leur fondement légal de la disposition précitée de la loi du 26 juillet 1996.

EXAMEN DU TEXTE

Article 1^{er}

Il convient d'écrire : Dans l'article 12, § 1^{er}, alinéa 2, de la loi du 3 juillet 1967 sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail, des accidents survenus sur le chemin du travail et des maladies professionnelles dans le secteur public, remplacé par l'arrêté royal n° 419 du 16 juillet 1986...".

Article 2

Il y aurait lieu de préciser que la modification envisagée par le projet se rapporte à l'article 13, alinéa 2, inséré par la loi du 30 mars 1994.

Article 3

Selon cet article, l'arrêté en projet rétroagirait au 1^{er} mai 1997.

Ni le rapport au Roi ni la demande d'avis ne fournissent la moindre justification quant à cette rétroactivité.

Par conséquent, le Conseil d'Etat n'est pas en mesure d'apprécier si la rétroactivité de la réglementation en projet est admissible. Les dispositions en projet pouvant être soumises au contrôle juridictionnel, il appartient au gouvernement de donner, dans le rapport au Roi, une justification appropriée en ce qui concerne la compatibilité de l'effet rétroactif de l'arrêté en projet avec, notamment, le droit patrimonial et le principe d'égalité et le principe de non-discrimination.

La chambre était composée de :

MM. :

W. Deroover, président;

D. Albrecht et P. Lemmens, conseillers d'Etat;

A. Alen et Mme Y. Merchiers, assesseurs de la section de législation;

Mme A. Beckers, greffier.

La concordance entre la version néerlandaise et la version française a été vérifiée sous le contrôle de M. W. Deroover.

Le rapport a été présenté par M. G. Van Haegendoren, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. J. Drijkoningen, référendaire.

Le greffier,
A. Beckers.

Le président,
W. Deroover.

STREKKING EN RECHTSGROND VAN HET ONTWERP

1. Luidens artikel 12, § 1, tweede lid, van de wet van 3 juli 1967 betreffende de schadevergoeding voor arbeidsongevallen, voor ongevallen op de weg naar en van het werk en voor beroepsziekten in de overheidssector geldt de mogelijkheid tot omzetting van een derde van de waarde van de rente in kapitaal, waarin het eerste lid van dat artikel 12, § 1, voorziet, niet wanneer de graad van blijvende invaliditeit geen 10 pct. bereikt. Artikel 13, tweede lid van dezelfde wet bepaalt dat de indexering van de renten overeenkomstig het eerste lid van dit artikel niet van toepassing is wanneer de permanente invaliditeit geen 10 pct. bereikt.

Het voor advies voorgelegde ontwerpbesluit strekt ertoe het in de voornoemde artikelen 12 en 13 bedoelde percentage op te trekken van 10 pct. tot 16 pct.

2. Blijkens het opschrift en de aanhef van het ontwerp moet de rechtsgrond voor de ontworpen regeling worden gezocht in artikel 3, § 1, 4°, van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie.

Krachtens die bepaling "(kan) de Koning... maatregelen nemen om... het financieel evenwicht van de stelsels van sociale zekerheid te waarborgen".

Aangezien de ontworpen regeling in de praktijk tot een mindergave zal leiden, kan aangenomen worden dat ze rechtgrond vindt in de voormelde bepaling van de wet van 26 juli 1996.

ONDERZOEK VAN DE TEKST

Artikel 1

Men schrijve : "In artikel 12, § 1, tweede lid, van de wet van 3 juli 1967 betreffende de schadevergoeding voor arbeidsongevallen, voor ongevallen op de weg naar en van het werk en voor beroepsziekten in de overheidssector, vervangen bij het koninklijk besluit nr. 419 van 16 juli 1986...".

Artikel 2

Er dient te worden gepreciseerd dat de ontworpen wijziging betrekking heeft op artikel 13, tweede lid, ingevoegd bij de wet van 30 maart 1994.

Artikel 3

Luidens dit artikel zou het ontworpen besluit terugwerken tot 1 mei 1997.

Noch in het verslag aan de Koning, noch in de adviesaanvraag wordt enige verantwoording verstrekt omtrent die terugwerkende kracht.

Het is de Raad van State bijgevolg niet mogelijk zich een oordeel te vormen over de toelaatbaarheid van de retroactiviteit van de ontworpen regeling. Gelet op de mogelijkheid van rechterlijke toetsing van de ontworpen bepalingen, komt het de regering toe, in het verslag aan de Koning een passende verantwoording te geven in verband met de verenigbaarheid van de terugwerkende kracht van het ontworpen besluit met inzonderheid het eigendomsrecht en het gelijkheidsbeginsel en het discriminatieverbod.

De kamer was samengesteld uit :

De heren :

W. Deroover, voorzitter;

D. Albrecht en P. Lemmens, staatsraden;

A. Alen en Mevr. Y. Merchiers, assessoren van de afdeling wetgeving;

Mevr. A. Becker, griffier.

De overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer W. Deroover.

Het verslag werd uitgebracht door de heer G. Van Haegendoren, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de heer J. Drijkoningen, referendaris.

De griffier,
A. Beckers.

De voorzitter,
W. Deroover.

[S - C - 97/208302]

8 AOÛT 1997. — Arrêté royal modifiant la loi du 3 juillet 1967 sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail, des accidents survenus sur le chemin du travail et des maladies professionnelles dans le secteur public en application de l'article 3, § 1^{er}, 4^e, de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 3 juillet 1967 sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail, des accidents survenus sur le chemin du travail et des maladies professionnelles dans le secteur public, notamment l'article 12, modifié par les arrêtés royaux n° 280 du 30 mars 1984 et n° 419 du 16 juillet 1986 et l'article 13, modifié par les arrêtés royaux des 8 novembre 1971 et 28 juin 1990 et par la loi du 30 mars 1994;

Vu la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne, notamment l'article 3, § 1^{er}, 4^e;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 30 janvier 1997;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 14 avril 1997;

Vu le protocole n° 95/2 du 3 juillet 1997 du Comité commun à l'ensemble des services publics;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 84, alinéa 1^{er}, 2^e, modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence, motivée par le fait que l'arrêté royal doit entrer en vigueur dans les meilleurs délais en vue de prendre les mesures nécessaires visant à garantir l'équilibre financier du régime de sécurité sociale;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 24 juillet 1997 en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2^e, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, remplacé par la loi du 4 août 1996;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Fonction publique et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Dans l'article 12, § 1^{er}, alinéa 2, de la loi du 3 juillet 1967 sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail, des accidents survenus sur le chemin du travail et des maladies professionnelles dans le secteur public, remplacé par l'arrêté royal n° 419 du 16 juillet 1986, le pourcentage "10 p.c." est remplacé par le pourcentage "16 p.c."

Art. 2. Dans l'article 13, alinéa 2, de la même loi, inséré par la loi du 30 mars 1994, le pourcentage "10 p.c." est remplacé par le pourcentage "16 p.c."

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 4. Nos Ministres et Nos Secrétaires d'Etat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Châteauneuf-de-Grasse, le 8 août 1997.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Fonction publique,
A. FLAHAUT

[S - C - 97/208302]

8 AUGUSTUS 1997. — Koninklijk besluit tot wijziging van de wet van 3 juli 1967 betreffende de schadevergoeding voor arbeidsongevallen, voor ongevallen op de weg naar en van het werk en voor beroepsziekten in de overheidssector in toepassing van artikel 3, § 1, 4^e, van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 3 juli 1967 betreffende de schadevergoeding voor arbeidsongevallen, voor ongevallen op de weg naar en van het werk en voor beroepsziekten in de overheidssector, inzonderheid op artikel 12, gewijzigd bij de koninklijke besluiten nr. 280 van 30 maart 1984 en nr. 419 van 16 juli 1986 en op artikel 13, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 8 november 1971 en 28 juni 1990 en bij de wet van 30 maart 1994;

Gelet op de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie, inzonderheid op artikel 3, § 1, 4^e;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 30 januari 1997;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 14 april 1997;

Gelet op het protocol nr. 95/2 van 3 juli 1997 van het Gemeenschappelijk Comité voor alle overheidsdiensten;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 84, eerste lid, 2^e, gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gemotiveerd door het feit dat het besluit zo spoedig mogelijk moet in werking treden teneinde de nodige maatregelen te nemen voor de vrijwaring van het financieel evenwicht van het stelsel van de sociale zekerheid;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 24 juli 1997 met toepassing van artikel 84, eerste lid, 2^e, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, vervangen bij de wet van 4 augustus 1996;

Op de voordracht van Onze Minister van Ambtenarenzaken, en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 12, § 1, tweede lid, van de wet van 3 juli 1967 betreffende de schadevergoeding voor arbeidsongevallen, voor ongevallen op de weg naar en van het werk en voor beroepsziekten in de overheidssector, vervangen bij het koninklijk besluit nr. 419 van 16 juli 1986, wordt het percentage "10 pct." vervangen door het percentage "16 pct."

Art. 2. In artikel 13, tweede lid, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 30 maart 1994, wordt het percentage "10 pct." vervangen door het percentage "16 pct."

Art. 3. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

Art. 4. Onze Ministers en Onze Staatssecretarissen zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Châteauneuf-de-Grasse, 8 augustus 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Ambtenarenzaken,
A. FLAHAUT